

L'HISTOIRE EN AFRIQUE TROPICALE :

**Centres de recherche,
hommes, idées.**

Dimitri Oursou
Université de Crimée,
Simferopol (Ukraine).

L'anniversaire de l'Orstom offre une bonne occasion de fêter un organisme qui contribua à la constitution de différentes sciences aux quatre coins du monde, mais aussi d'étudier les grandes lignes de ce processus, ses spécificités tant disciplinaires que régionales. Dans notre exposé, nous examinerons un cas concret : la formation de l'histoire moderne en Afrique tropicale, son infrastructure (centres de recherche), ses hommes et les concepts qui ont dominé ces quatre dernières décennies (1).

L'Afrique tropicale est la dernière partie du monde à s'être dotée d'une historiographie propre après quoi l'histoire de l'humanité est devenue, enfin, vraiment générale et universelle. C'est un fait d'une portée majeure. Il fait noter aussi que l'histoire fut la première science sociale à s'être constituée sur ce continent. Son apparition fut précipitée par l'évolution de la situation politique, et surtout par la décolonisation. Avec peu de retard sur l'historiographie, apparurent la philosophie, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique. Mais la pensée historique africaine, autrement dit le passé de l'Afrique vu et décrit par les Africains, est venue en tête du cortège.

D'une manière générale en Afrique tropicale, on peut distinguer dans le processus de formation de l'histoire en tant que science, trois périodes successives :

- 1) l'histoire traditionnelle orale dont les caractéristiques diffèrent beaucoup des principes critiques de l'histoire occidentale. Ici, la connaissance du passé est représentée par une conscience car c'est la mémoire collective qui forge l'unité ethnique et la cohésion sociale. Le mythe et le réel ne font qu'un tout dans cette histoire conventionnelle. L'un des traits de cette histoire est l'absence de chronologie des événements du passé. Mais, à côté de l'histoire orale des Africains, il existait une autre histoire, l'histoire écrite de l'extérieur selon des principes et règles rigoureuses. La synthèse entre l'histoire orale traditionnelle et l'historiographie moderne reconnue dans le monde entier constitue l'histoire africaine d'aujourd'hui ;

- 2) l'histoire préscientifique dont l'évolution pourrait être définie par trois phénomènes : l'institutionnalisation, la professionnalisation, l'africanisation. Ce processus est de longue durée ; il couvre à peu près un siècle et s'achève par la conceptualisation de l'historiographie naissante, c'est-à-dire le passage de la phase d'accumulation des faits au stade de leur explication rationnelle. Notons que parfois la conceptualisation a devancé la phase empirique ;
- 3) l'histoire moderne, scientifique et critique, avec la triade suivante : constitution de centres de recherche, formation d'hommes de science (professionnels) et création de concepts du passé. Les premières des trois composantes forment l'infrastructure matérielle et les concepts (substance spirituelle), la superstructure théorique de la science.

Passons brièvement en revue les trois histoires. Grâce aux travaux de J. Vansina et de J. Goody, l'histoire traditionnelle orale est maintenant bien connue. Dans les sociétés sans écriture, il y a un mécanisme complexe de diffusion et de fonctionnement du savoir collectif. La tradition orale n'est pas seulement une source précieuse pour l'histoire érudite mais c'est aussi la forme archaïque de la perception du passé ; c'est la pensée historique pure, en état non domestiqué. Je voudrais attirer l'attention sur les conclusions importantes établies par P. Hountondji sur les qualités et les défauts du savoir historique traditionnel (2). Les travaux d'autres chercheurs ont confirmé les thèses du savant africain.

L'étape transitoire de l'histoire traditionnelle vers l'historiographie scientifique englobe la période comprise entre le milieu du XIX^e siècle (dans les colonies anglaises) ou la fin de la première guerre mondiale (dans les possessions françaises) et les années 1950. L'historiographie préscientifique est représentée par les histoires locales des ethnies ou des villages exécutées par des amateurs peu initiés à la méthode historique. Elles unissent les caractéristiques de la chronique et de l'histoire proprement dite, le réel et l'irréel sont confondus. Le sens critique dans cette histoire est à peine perceptible. Pourtant, ces ouvrages sont d'une certaine valeur pour la connaissance du passé. Il semble que la première publication du genre fut *The History of Sierra Leone* de A.B.C. Sibthorpe parue à Freetown en 1868. Une littérature historique abondante publiée en pays Yoruba est analysée par Robin Law (3).

Comme nous l'avons dit plus haut, cette période se caractérise par l'institutionnalisation de la science historique. Les centres de recherche en histoire furent fondés en Afrique tropicale par les autorités coloniales. La première tentative en Afrique occidentale française, éphémère d'ailleurs, fut la Société de géographie en 1907-1908. Le ministre des Colonies écrivait à son président : « Les géographes, historiens ont la part belle pour collaborer à l'œuvre de l'expansion de notre belle colonie » (4). En décembre 1915 fut fondé le Comité d'études historiques et scientifiques de l'AOF qui concentra d'abord ses efforts à la publication des études des chercheurs français (5). Son historiographe, A. Hubert, écrivait ensuite que le CEHS en histoire étudiait les périodes les plus anciennes ainsi que l'œuvre des gouverneurs français (6). Plus durable et fertile fut l'action de l'Institut français d'Afrique noire fondé sur la base du CEHS en 1936. Un

an plus tard, il commença ses activités ayant 7 collaborateurs avec l'illustre Théodore Monod à sa tête (7).

Dans les colonies anglaises le même processus eut lieu. Un musée fut fondé à Nairobi (1931) et l'Institut Rhodes-Livingstone à Salisbury (1937). Dans ce dernier, on mena des recherches ethnographiques et anthropologiques ; le premier historien apparut seulement en 1950 (8).

Beaucoup plus tard, des universités apparurent en Afrique tropicale : en 1945 il n'en existait pas, 1950 en comptait 5 et en 1962 leur nombre atteignait 26 (9).

Les centres de recherche en sciences sociales, y compris en histoire, furent fondés en Afrique tropicale par les métropoles pour servir, bien sûr, leurs propres intérêts, mais en même temps ils contribuèrent à élargir les connaissances générales et l'éclosion des sciences chez les populations autochtones. Ainsi, l'infrastructure matérielle apparut bien avant l'historiographie écrite par les nationaux (c'est ce que l'on appelle l'histoire nationale depuis longtemps) (10).

En 1944, l'Orstom fut fondé. Parmi les disciplines scientifiques développées en Afrique avec l'aide de l'Orstom, l'histoire occupe une place plutôt modeste puisque la métropole s'intéressait en premier lieu à mettre en valeur les richesses naturelles. Toutefois, l'Etat français aida à la fondation d'organismes de recherche ainsi qu'à formation de spécialistes en sciences sociales, y compris en histoire. Dès 1944, fut entreprise une régionalisation de l'IFAN, avec l'ouverture de filiales dans toutes les colonies de l'AOF ainsi qu'au Cameroun et au Togo. Parallèlement, on assista à une africanisation des cadres, cependant à des postes subalternes. Dans les sections locales, se constitua la première génération d'historiens africains qui n'avaient pas de formation professionnelle (A.H. Bâ, Boubou Hama, B. Dadié, M.M. Keita). Plus tard, l'administration commença à envoyer en France de jeunes Africains pour qu'ils y bénéficient d'une formation de spécialistes. Un groupe des bacheliers reçut, par exemple, des bourses pour poursuivre un enseignement en lettres ; parmi eux, se trouvaient de futurs hommes de sciences bien connus : S.S. Adotevi, Modi Cissoko, A.S. Sow, Kamian Bakary, Gaossou Traoré, Yaya Bagayoko (11).

Ainsi dans les années 1950, en Afrique tropicale, un réseau des centres de recherche existait déjà et avait l'histoire africaine comme champ d'exploration. A cette même époque, apparurent les premiers historiens nationaux avec une formation professionnelle complète. Ils publièrent des ouvrages pionniers : C.A. Diop (1954, 1959), Abdoulaye Ly (1955), Saburi Biobaku (1957), K.O. Dike (1956), A. Kagamé (1954) ; la thèse de J. Ki-Zerbo, soutenue en 1956, sera publiée par la suite. Cette profusion de travaux scientifiques et d'idées permit à la science historique africaine de naître. L'historiographie africaine se constituait en une discipline scientifique à part entière.

Entre temps, l'attitude de l'Occident à l'égard du passé africain passa d'une extrême à l'autre. Hegel disait autrefois de l'Afrique qu'elle était « pays des ténèbres au seuil de l'histoire », un continent « sans histoire ». Un autre point de vue outrancier fut formulé dans le livre d'E. Guernier *L'apport de l'Afrique à la pensée humaine* paru en 1952. Celui-ci avait une grande influence (pas toujours ouvertement avouée) sur la jeune historiographie africaine, en particulier sur C.A. Diop. Les principales thèses de Guernier furent les suivantes : « l'Afrique (...) peut être considérée non seulement comme le berceau

de l'homme et de sa conscience, mais encore comme l'atelier (...), le miracle grec (...) qui est la base même de la civilisation occidentale ». A l'origine africain, l'art serait un don de l'Afrique, etc. (12)

Le première période de l'histoire scientifique écrite par les Africains (années 1950-1960) peut être qualifiée de romantique. A l'instar des autres historiographies nées sous domination coloniale (irlandaise, tchèque, indienne), celle d'Afrique est très engagée politiquement avec des idées-clés : anticolonialisme, patriotisme à outrance, héroïsation du passé, négation des apports de la métropole (13). Pourtant, cela n'était pas une science « au rabais », une mythologie politique, comme ont pu le considérer avec mépris certains auteurs (14). Ce phénomène fut, en effet, déjà observé dans les autres parties du monde, en Occident comme en Orient (15). Partout, la jeune science historique jouait un rôle de moteur spirituel pour mobiliser les masses dans la lutte de libération nationale.

Après les indépendances, les historiens prirent l'histoire comme « levier fondamental » (selon l'expression devenue célèbre de Ki-Zerbo) dans la construction d'un État fort et prospère (16). Pour atteindre ce but, il fallait commencer par la construction d'une conscience historique sur la base d'un passé commun. C.A. Diop écrivit : « Le facteur historique est le ciment culturel qui unit les éléments disparates d'un peuple pour en faire un tout (...). La conscience historique, par le sentiment de cohésion qu'elle crée, constitue le rapport de sécurité culturelle le plus sûr et le plus solide pour le peuple » (17).

Si les premiers historiens professionnels furent formés à l'école occidentale, en France et en Angleterre surtout, plus tard, vint une nouvelle génération qui avait suivi un enseignement dans les pays de l'Est au régime marxiste. L'histoire africaine devint alors le champ de batailles idéologiques âpres. La dynamique interne fut détournée, parfois même arrêtée, par une expansion d'une méthodologie issue non seulement de l'Occident mais aussi des pays de l'Est.

Dans le même temps, l'histoire s'efforçait de se libérer et de se distinguer de l'ethnographie, de trouver sa propre place dans le système des sciences sociales. Il convient d'ajouter, enfin, que l'historiographie scolaire était utilisée comme puissant véhicule de pédagogie nationale dans le but de bâtir l'unité étatique, de combattre le séparatisme et le tribalisme (18). « *Nation-Building* » est le mot clé des exposés des historiens africains anglophones (19). Cette croyance exagérée dans les possibilités créatives d'une science sociale commença de disparaître avec les périls montants des années 1970-1980 dans une Afrique en pleine crise.

Il nous reste encore une question à débattre : s'est-il formé en Afrique tropicale une seule ou plusieurs historiographies ? *One historiography or several?* ainsi qu'est intitulé l'introduction de B. Jewsiewicki à un recueil d'articles paru en 1986. Sa réponse est claire : en Afrique, il y a plusieurs historiographies (20). A ce point de vue on peut reprocher le morcellement de la science qui étudie des objets éloignés de plusieurs siècles avec des frontières étatiques établies très récemment.

Il faut encore faire deux remarques à ce sujet. D'une part, il faut souligner qu'à l'inverse des sciences dites « exactes » qui sont partout les mêmes, les sciences sociales sont conditionnées dans une grande mesure par l'environnement humain. Par consé-

quent, elles ont des caractères spécifiques propres au pays tant par leur objet que par leur méthodologie. D'autre part, après la formation de l'histoire africaine, les différences locales héritées de la science métropolitaine s'effacèrent peu à peu. Les frontières africaines devinrent transparentes, en l'absence d'« *iron curtain* » sur ce continent, les hommes et les idées s'y déplaçant plus facilement qu'en Europe. C'est pourquoi les marxistes, du Sénégal et du Kenya par exemple, apparaissent plus proches les uns des autres que les historiens d'un même pays aux concepts méthodologiques différents. De même, le radical de gauche ou le néo-traditionaliste d'une même université sont aussi éloignés que s'ils habitaient à chaque extrémité du globe. A la questions – *one or several?* – il est donc juste de répondre : *one and several*. Ou, peut-être mieux, *une* avec les écoles nationales distinctes et *plusieurs* selon les courants méthodologiques. Le débat théorique prend alors une dimension transnationale. Bref, les historiens africains doivent être classés d'après leurs concepts théoriques et non selon leur citoyenneté.

Pour en finir avec la période romantique de l'historiographie africaine, il faut ajouter qu'une critique acerbe et parfois mal fondée fut faite à son égard par A. Temu et B. Swai (21). Cependant leur proposition de sortir d'une crise théorique par la porte marxiste est utopique et déjà contredite par l'évolution ultérieure de la science mondiale.

Dans les années 1970, commença une nouvelle étape du développement de l'historiographie africaine ; c'est la période de l'histoire érudite. Cette étape se caractérise par la plus grande objectivité des écrits historiques, la mutation des paradigmes, à savoir le changement des concepts dominants, la formation des courants méthodologiques, l'expansion du marxisme et du radicalisme de gauche (école tiers-mondiste).

L'on peut prendre, comme symbole de maturité de l'historiographie africaine, deux ouvrages de grande envergure parus dans les années 1970 et au début des années 1980. Ce sont *l'Histoire Générale de l'Afrique* et *Cambridge History of Africa*, chacun publié en 8 volumes. *L'Histoire Générale* est une entreprise hasardeuse (et coûteuse aussi) de l'Unesco qui réussit, malgré bien des vicissitudes, après 15 ans de travaux préparatoires (22). Les deux histoires font le point de nos connaissances de l'histoire de l'Afrique ; elles sont aussi le résultat de la coopération entre science de l'Occident et celle de la nation africaine. Moins ambitieuse mais solide, est *l'History of West Africa* publiée sous la direction de A. Adjayi et M. Crowder en 1971-1973. Il faut enfin mentionner *l'Histoire de l'Afrique Noire* de J. Ki-Zerbo (1972), qui vite est devenue un ouvrage de référence pour la jeunesse estudiantine dans tous les pays de ce continent (23). Avec ces publications, une étape importante dans l'évolution de l'histoire africaine a été franchie, celle du pragmatisme érudit.

La mutation des paradigmes s'est manifestée par le changement des priorités dans l'étude des grands problèmes du passé africain : la traite des esclaves, les causes historiques du sous-développement, la réévaluation du colonialisme. L'idéalisation de la période précoloniale devient moins sensible tandis qu'au côté de la résistance au colonialisme apparaît un nouveau sujet : la collaboration des Africains avec les autorités coloniales. Les chercheurs africains prirent une part active dans la discussion sur les effets de la traite des esclaves (W. Rodney, G. Uzoigwe, J. Inicori), en critiquant les thèses initiales de J.D. Fage et P. Curtin. Un débat s'ouvrit entre les historiens africains sur les effets du colonialisme : fut-il un épisode de courte durée qui ne changea pas le

cours de l'histoire africaine (A. Adjayi) ? Ou constitua-t-il un changement profond avec des effets à long terme ? A. Boahen, dans le tome 7 de *l'Histoire Générale* écrit que la domination coloniale malgré sa courte durée contribua aux changements les plus importants, les plus spectaculaires et les plus tragiques (24). Il y fait une énumération abondante des méfaits et bienfaits du colonialisme. On y trouve aussi des discussions sur les « initiatives africaines », sur les causes du retard de l'Afrique. En d'autres termes, il fallait mettre en lumière les rapports entre la dynamique interne des sociétés africaines et leur stagnation. Du point de vue méthodologique, la conception d'ensemble proposée par W. Ochieng présente un grand intérêt (25). Selon lui, le sous-développement de l'Afrique est dû, en dernier ressort, au retard technologique. En affirmant cela, il entre en opposition ouverte avec les conceptions de W. Rodneyet de l'école tiers-mondiste.

En revanche, la discussion sur le mode de production en Afrique précoloniale, si âpre en Occident dans les années 1970, laissa indifférents les chercheurs africains. La cause en est, peut-être, le haut niveau d'abstraction de ce « débat byzantin » sur un modèle logique et non sur une réalité sociale (26). A la question sur le mode de production, les auteurs africains donnent une réponse évasive. Telle est, par exemple, l'attitude de Ki-Zerbo dans le volume 1 de *l'Histoire Générale* de l'Unesco (27). M. Glélé et S.M. Cissoko sont un peu plus hardis bien que dans leurs ouvrages sur l'histoire précoloniale, ils ne définissent pas le mode de production d'une façon précise.

Dans les années 1970-1980, la masse non structurée (disons atomisée) d'historiens africains se divise peu à peu en grands groupes que distinguent des principes idéologiques et méthodologiques fondamentaux. Quatre courants se formèrent : conservateur, libéral, marxiste et radical de gauche. Le courant conservateur peut être qualifié de néotraditionaliste puisque ses adeptes continuaient à glorifier le passé précolonial ; leur source principale demeurait la tradition orale. L'appréhension théorique des faits était élémentaire. « L'indigénisation de la méthodologie » apparaît comme une nouvelle forme du néotraditionalisme, c'est-à-dire une tendance à compléter et corriger la technique du savoir historique par des éléments autochtones. Le plus surprenant de ce genre est une construction géométrique inventée par Diva-Akwa. Elle est appelée « mulongi » (la méthode architecturale) et signifie « la lecture de la réalité selon trois axes : vertical, horizontal et oblique, sans oublier le point d'intersection des axes » (28). Cette méthodologie fantaisiste est un produit exotique sans valeur épistémologique réelle.

L'idéologie libérale était considérable dans la plupart des pays d'Afrique tropicale, bien que le concept du libéralisme africain soit assez flou. Les historiens libéraux suivent, souvent d'une façon implicite, un certain nombre de concepts idéologiques à la base desquels se trouve la théorie de la modernisation. Ils s'efforcent de garder une rigueur méthodologique et une objectivité maximale et ils manient très bien les techniques de la recherche scientifique. Leur formation professionnelle est déterminée dans une grande mesure par l'influence des courants récents de l'historiographie occidentale, surtout par l'histoire globale de F. Braudel.

L'impact du marxisme sur l'historiographie africaine fut grand dans les années 1970. Tentons de dégager brièvement les différentes composantes de ce phénomène. Il y

eu d'abord une conjoncture politique et socio-culturelle propice hors d'Occident. Le dernier sursaut de l'Empire soviétique à l'hégémonie mondiale entraîna une propagande effrénée du marxisme : l'arme théorique fut massivement exportée en Afrique, en plus des armes. Il y eu diffusion du marxisme occidental par le biais d'africanistes marxisants anglophones et francophones. La prépondérance du marxisme dans l'anthropologie française ainsi que les travaux de L. Althusser contribuèrent à la formation d'un courant marxiste dans l'historiographie africaine (29). Une variante originale du marxisme, qui peut être qualifiée d'afro-marxisme, prétendait épouser la théorie du socialisme dit « scientifique » avec les réalités africaines.

L'afro-marxisme a trouvé une certaine audience et des adeptes surtout dans les pays « à option socialiste ». Ses écrits sont caractéristiques de la phraséologie anti-impérialiste et anti-occidentale d'un matérialisme naïf ; et comme l'écrivait très justement Robin Law, « des généralités stériles, la bibliolâtrie (*the veneration of texts*), le mépris des faits » (30).

L'érosion du marxisme africain débuta peu après son apparition dans les écrits historiques. T. Obenga qui se proclamait marxiste publia en 1980 un ouvrage intitulé *Pour une nouvelle histoire*. En opposition avec la vulgate marxiste, il y donne la primauté à la culture et à l'écologie comme moteurs du processus historique (et non pas au facteur économique). Cet exemple caractéristique n'est pas unique : les historiens marxistes africains ont des penchants évidents pour les facteurs secondaires (selon l'orthodoxie marxiste) du développement social. Leur attitude envers le colonialisme est ouvertement négative (c'est l'école pessimiste) en ignorant son côté créatif, expliqué par Marx lui-même.

L'effondrement du « socialisme réel » en URSS comme ailleurs a posé de multiples questions théoriques concernant le marxisme comme science du passé et ainsi que sur son sort en Afrique. S'il n'est pas le lieu ici de les discuter ; il est certain que son champ d'action hors d'Occident s'est considérablement rétréci et que sa capacité méthodologique a été gravement compromise. L'attrait du marxisme pour les chercheurs en sciences sociales diminue depuis constamment (31).

Les radicaux de gauche sont peu nombreux parmi les historiens, leur domaine préféré reste la sociologie. Certains d'entre eux, néanmoins, se consacrent à l'analyse théorique de problèmes historiques. Le plus connu est Samir Amin, sociologue, économiste et historien. Il faut également retenir les noms d'Issa Shivji, spécialiste en histoire sociale, et de W. Rodney, pionnier en historiographie radicale, mort prématurément en 1980 (32).

Au cours des années 1990 s'amorce une nouvelle étape dans l'évolution de l'historiographie africaine qui a comme principe les paroles célèbres de Ranke : écrire l'histoire vraie comme si nous y étions spectateurs oculaires. La majorité des historiens adopte une attitude pragmatique sans couleur idéologique ni étiquette politique. La fin des idéologies amène une variante moderne du positivisme libéral ou, plus exactement, le réalisme critique comme méthodologie dominante. Les historiens s'appliquent à dégager tous les facteurs du processus historique, à critiquer toutes les sources et à mettre en lumière la vision totale du développement social et politique. Les historiens africains employant des méthodes universelles de la science historique travaillent pour

l'accroissement des connaissances humaines. La pesanteur du passé sur l'Afrique d'aujourd'hui reste le principal stimulant pour des études approfondies dans l'histoire de ce continent.

En conclusion, la science historique en Afrique tropicale s'est formée tardivement mais son évolution fut accélérée par des changements socio-culturels rapides, par le transfert des techniques de recherche et de concepts théoriques ainsi que par l'aide des organismes occidentaux. L'historiographie africaine est ouverte au pluralisme théorique, au libre choix des principes et des méthodes de recherche, à la libre discussion.

Aujourd'hui, il n'y a qu'une histoire mondiale et une historiographie universelle avec des spécificités régionales et différents courants méthodologiques. L'opposition Occident-hors d'Occident ne peut s'effacer en un jour, mais la tendance majeure est à l'intégration de la science. Ce ne sera nullement « la fin de l'histoire » (une métaphore mal choisie) mais une nouvelle étape dans la longue et interminable marche vers la plus grande objectivité du savoir historique.



NOTES

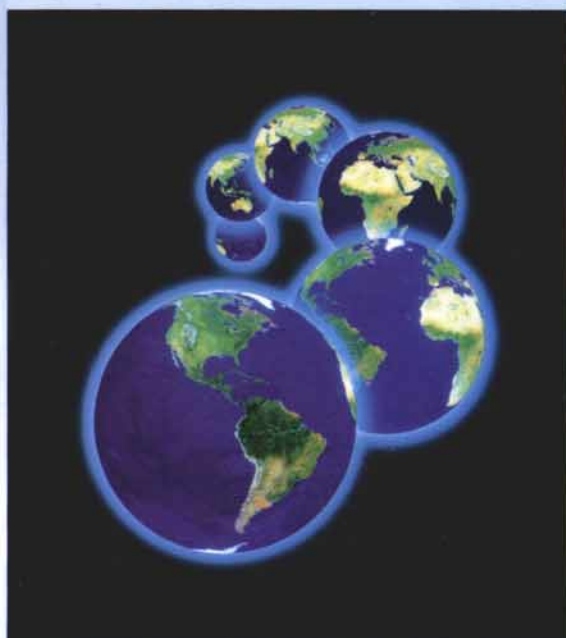
- 1) La présente communication se fonde sur deux ouvrages du même auteur parus à Moscou sous les titres suivants : *Historiographie récente des pays d'Afrique tropicale* (1983) et *Histoire de l'historiographie africaine* (1990).
- 2) Hountondji P. *Sur la « philosophie africaine ». Critique de l'ethnophilosophie*. Maspéro, 1977, p. 131.
- 3) Law R. « Early Yoruba Historiography », *History in Africa*, 1976, n° 3, p. 69-89. Voir aussi : Falola T., Doormont M.R. « Iwe Itan Oyo: a Traditional Yoruba History and its Author » *Journal of African History*, 1989, t. 30, n° 2.
- 4) Centre des Archives d'outre-mer (CAOM). Archives du Sénégal, J.103 : Société des géographes de l'AOF, 1907-1908.
- 5) CAOM. Aff. Polit., 543, 6 : Comité d'études historiques et scientifiques de l'AOF, 1915-1930.
- 6) CAOM. Fonds Hubert. P.A.41-2 : Les dix premières années du Comité d'études historiques et scientifiques de l'AOF (sans date).
- 7) CAOM. Archives du Sénégal, 2G 39-70 : Institut français d'Afrique Noire. Rapport annuel 1938-1939.
- 8) *African Studies Research*, Lusaka, 1977, n° 24, p. 297. Voir aussi : Johnson M. « Expatriates in African Studies » *African Affairs*, 1989, t. 88, p. 77-81.
- 9) Fierens P. « La recherche scientifique en Afrique centrale », *Estudos politicos e sociais*, Lisboa, 1963, n° 4, p. 861.
- 10) « Naissance d'une histoire "nationale" de l'Algérie » *Afrique Française*, 1933, n° 7, p. 387-392.
- 11) *Journal officiel de l'AOF*, 25.08.1956.
- 12) Guernier E. *L'apport de l'Afrique à la pensée humaine*. Payot, 1952, p. 17, 86-87, 111-126.
- 13) Voir, par exemple, les ouvrages sur le processus de formation de l'histoire scientifique en Inde : Majumdar R.C. *Historiography in Modern India*, Asia Publ. House, 1970 ; Lalwani K.C. *The Burden of the Past*. Calcutta : K.P. Bagchi, 1981 ; Hanga M.L. « Indian Historiography : Writing and Rewriting Indian History », *Journal of Asian and African Studies*, 1982, XVII, 3-4, 218-234.
- 14) Gordon D.C. *Self-Determination and History in the Third World*. Princeton : PUP, 1971. Plus nuancé et objectif est le point de vue de R. July. Voir : July R.W. *An African Voice. The Role of the Humanities in African Independence*. Durham : Duke Unt. Press, 1987. Chapter 7 « The Search of a Usable Past ».
- 15) McNeil W.H. « Mythistory, or Truth, Myth, History, and Historians », *American Historical Review*, 1986, 91, 1, 1-10.
- 16) Ki-Zerbo J. « Histoire : levier fondamental » *Présence africaine*, 1961, n° 37.
- 17) *L'affirmation de l'identité culturelle et la formation de la conscience nationale dans l'Afrique contemporaine*. Unesco, 1981, p. 64.
- 18) Eliou M. *La formation de la conscience en République populaire du Congo*. L'Harmattan, 1977 ; Morrison D.R. *Education and Politics in Africa. The Tanzanian Case*. Hurst, 1976.3
- 19) Boahen A. *Clio and Nation-Building in Africa. An Inaugural Lecture*. Accra, 1975 ; Were G.S. *History, Public Morality and Nation-Building: A Survey of Africa since Independence*. Inaugural Lecture. Nairobi, 1981.
- 20) Jewsiewicki B., Newby D. (eds). *African Historiographies. What History for which Africa ?* Beverly Hills : Sage Publications, 1986, p. 9.
- 21) Temu A., Swai B. *Historians and Africanist History: A Critique. Post-Colonial Historiography Examined*. London : Zed Press, 1981.
- 22) L'auteur de cette communication a pu étudier aux archives de l'Unesco toute la documentation concernant la préparation de *l'Histoire Générale l'Afrique* (comptes rendus des réunions du Comité scientifique et de son bureau, correspondance, etc.).

- 23) Parmi plusieurs comptes rendus de ce livre, il y en a un écrit par l'auteur de cette communication et publié à Berlin dans la revue *Asien Afrika Lateinamerika*, 1977, n° 1.
- 24) *General History of Africa. Tome 7 : Africa Under Colonial Domination, 1880-1935*. P.: Unesco, 1987, p. 809.
- 25) Ochieng W.R. *The First Word. Essays on Kenya History*. Kampala: EALB, 1975, p. 5-19.
- 26) Jewsiewicki B. (ed.) *Mode of Production : The Challenge of Africa*. Sainte-Foy: Safi Press, 1985, p. 7, 14.
- 27) *Histoire Générale de l'Afrique. Vol. 1. Méthodologie et préhistoire africaine*. Unesco, 1980, p. 781-786.
- 28) Dika-Akwa Bonambela. *Les problèmes de l'anthropologie et de l'histoire africaines*. Yaoundé: Clé, 1982, p. 367-368.
- 29) Voir les articles de P. Geschiere et R. Raatgever dans le recueil: Van Binsbergen W., Geschiere P. (eds). *Old Modes of Production and Capitalism Encroachment. Anthropological Exploration in Africa*. KPI, 1995, p. 1-38, 290-330.
- 30) Samuel R. (ed.). *People's History and Socialism Theory*. Routledge and Kegan, 1981, p. 313-319.
- 31) Voir : Marenin O. « Resolving Epistemological Contradictions in Marxist African Studies » *Journal of Modern African Studies*, 1989, 27, 4.
- 32) Alpers E., Fontaine P.M. (eds.). *Walter Rodney. Revolutionary and Scholar: A Tribute*. Los Angeles: UCLA, 1982.



**LES SCIENCES HORS D'OCCIDENT
AU XX^e SIÈCLE**

**SÉRIE SOUS LA DIRECTION
DE ROLAND WAAST**



VOLUME 2

LES SCIENCES COLONIALES FIGURES ET INSTITUTIONS

PATRICK PETITJEAN
ÉDITEUR SCIENTIFIQUE

CRISTOM
éditions

**LES SCIENCES HORS D'OCCIDENT
AU XX^e SIÈCLE**

20th CENTURY SCIENCES:
BEYOND THE METROPOLIS

**SÉRIE SOUS LA DIRECTION
DE ROLAND WAAST**

VOLUME 2

**LES SCIENCES COLONIALES
FIGURES ET INSTITUTIONS**

COLONIAL SCIENCES:
RESEARCHERS AND INSTITUTION

PATRICK PETITJEAN
ÉDITEUR SCIENTIFIQUE

ORSTOM Éditions

L'INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION
PARIS 1996